

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 26 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Carrières de la GARENNE + ISDI

La Garenne
35630 VIGNOC

Références : UD 35/2023-56
Code AIOT : 0005503038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement Carrières de la GARENNE + ISDI implanté LA GARENNE Le Champs Bertrand 35630 VIGNOC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est programmée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières de la GARENNE + ISDI
- LA GARENNE Le Champs Bertrand 35630 VIGNOC
- Code AIOT : 0005503038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières de la Garenne est autorisée à exploiter une carrière de cornéennes au lieu-dit "La Garenne" sur la commune de Vignoc.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
2	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 21/03/2003, article 7.4	/	Sans objet
3	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 21/03/2003, article 7.5	/	Sans objet
4	Stockage des déchets inertes extérieurs	AP Complémentaire du 23/06/2009, article 7.6	/	Sans objet
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/03/2003, article 17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au terme de la visite et des constats effectués sur les prescriptions inspectées, l'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets (AN2022)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets d'exploitation mis à jour le 20 août 2020 dans lequel on retrouve les éléments de l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22/09/94 modifié. Les matériaux de découverte ne sont plus produits sur le site depuis le 30 juin 2020. La cote de 123m a été atteinte. Le réaménagement est en cours : haies + prairies
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2003, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Distances limites et zones de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes. Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres. En tout état de cause le niveau bas de l'exploitation sera arrêté de telle façon que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. Les limites de l'autorisation sur les parcelles n° 931, 44 et 45 (section B) seront maintenues à 20 mètres au moins du ruisseau de la Normandière. Dans une bande de terrain de 1 mètre de part et d'autre de la canalisation de gaz longeant la limite Est et Sud du site autorisé, il est interdit sans l'accord de son gestionnaire de modifier le profil du terrain, de procéder à des plantations de végétations dont le système racinaire serait préjudiciable à l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages. Observation 2015-02 : L'exploitant doit indiquer le risque de noyade à proximité des bassins de récupération des eaux d'exhaure de la carrière.
Constats : Une observation avait été faite en 2015 : "L'exploitant doit indiquer le risque de noyade à proximité des bassins de récupération des eaux d'exhaure de la carrière." L'exploitant a apporté une réponse par courrier en date du 3 mars 2016 : des panneaux de signalisation « Risque de noyade » ont été apposés au niveau de l'accès du canal-débitmètre et de la zone des bassins de décantation des eaux d'exhaure. Des photos ont été fournies. Les panneaux sont effectivement en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2003, article 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,- les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état,- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Le plan du 13/10/2021 comporte les éléments réglementaires. Le prochain plan était prévu en octobre 2022. L'exploitant devra fournir ce plan à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockage des déchets inertes extérieurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2009, article 7.6
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets inertes extérieurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Observation 2015-03 : L'exploitant doit désormais faire sa déclaration annuelle sur le site Internet GEREP, du ministère du développement durable, à compter du 1er janvier 2016, pour l'exercice 2015. De même que l'enquête annuelle papier pour les exploitants de carrière est remplacée par une télédéclaration sur le site GEREP
Constats : L'exploitant a apporté une réponse par courrier en date du 3 mars 2016 : les déclarations sont désormais réalisées sur le site GEREP L'inspection confirme que les déclarations sont réalisées. Par ailleurs, nous avons constaté lors de l'inspection que la réception de déchets inertes externes était achevée. Le réaménagement est en cours, consistant en un reboisement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2003, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe jointe et simultanément à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 6.5 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant est à jour de ses garanties financières (période du 21/03/2018 au 21/03/2023).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet